



Communiqué

CAE publie ses résultats du premier trimestre de l'exercice 2025

- Produits des activités ordinaires de 1 072,5 millions \$, par rapport à 1 012,0 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat par action (RPA) des activités poursuivies de 0,15 \$, par rapport à 0,20 \$ pour l'exercice précédent
- RPA ajusté⁽¹⁾ de 0,21 \$, par rapport à 0,24 \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel de 108,6 millions \$, par rapport à 128,3 millions \$ pour l'exercice précédent
- Résultat opérationnel sectoriel ajusté⁽¹⁾ de 134,2 millions \$, par rapport à 143,3 millions \$ pour l'exercice précédent
- Prises de commandes ajustées⁽¹⁾ de 1 192,0 millions \$ et carnet de commandes ajusté⁽¹⁾ de 17,0 milliards \$
- Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ de 3,41 (3,11, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾⁽²⁾), par rapport à 3,17 (2,89, abstraction faite des anciens contrats) à la fin du trimestre précédent
- Rachat et annulation de 463 500 actions ordinaires, au prix moyen pondéré de 25,21 \$, aux termes de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités
- Reclassement des chiffres comparatifs de manière à refléter les activités abandonnées

Montréal (Canada), le 13 août 2024 – (NYSE : CAE; TSX : CAE) – CAE inc. (« CAE » ou la « Société ») annonce aujourd'hui ses résultats financiers du premier trimestre clos le 30 juin 2024. La Société fait également le point sur ses progrès en matière de rationalisation de son organisation et de ses activités en tirant parti des possibilités de renforcer les synergies entre ses secteurs et de réaliser des gains d'efficacité. Sur la base de ces initiatives et de l'évolution externe des marchés, la direction apporte également des modifications supplémentaires à ses perspectives pour l'ensemble de l'exercice.

« Au dernier trimestre, nous avons pris les mesures nécessaires en vue d'améliorer la marge de notre secteur Défense, et je me réjouis des progrès que nous avons accomplis pour tenir nos engagements », a déclaré Marc Parent, président et chef de la direction de CAE. « Nous avons également continué à saisir les occasions de rationaliser CAE afin d'améliorer davantage notre exécution et notre efficacité opérationnelle. La croissance à long terme demeure intéressante dans le marché de l'aviation civile comme dans celui de la défense et, malgré l'incidence à court terme des vents contraires qui soufflent actuellement sur les chaînes d'approvisionnement du secteur du transport aérien, les prises de commandes consolidées ajustées de près de 1,2 milliard \$ et le carnet de commandes ajusté record de 17,0 milliards \$ pour le trimestre continuent d'indiquer un avenir particulièrement prometteur pour CAE. »

Optimisation des coûts et réorganisation

Sous la direction de son nouveau chef de l'exploitation, Nick Leontidis, CAE a identifié d'autres occasions de rationaliser davantage son organisation, d'éliminer les doublons et d'optimiser sa structure de coûts. Le poste de chef de l'exploitation de l'entreprise couvre maintenant les cinq divisions de CAE, ce qui a permis de supprimer des postes de direction dans les secteurs Civil et Défense et de rationaliser davantage les fonctions de soutien, les services d'ingénierie et la présence de CAE partout dans le monde afin de créer des synergies supplémentaires dans l'ensemble de l'entreprise. La Société s'attend à engager des frais de restructuration supplémentaires d'environ 20 millions \$ au deuxième trimestre et à réaliser pleinement les économies annuelles connexes d'environ 20 millions \$ d'ici la fin du prochain exercice.

Résultats consolidés

Au premier trimestre de l'exercice 2025, les produits des activités ordinaires se sont établis à 1 072,5 millions \$, comparativement à 1 012,0 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le RPA des activités poursuivies s'est établi à 0,15 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,20 \$ à l'exercice précédent. Le RPA ajusté a totalisé 0,21 \$ au premier trimestre, comparativement à 0,24 \$ pour l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel du trimestre s'est établi à 108,6 millions \$ (10,1 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), comparativement à 128,3 millions \$ (12,7 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Au premier trimestre, le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 134,2 millions \$ (12,5 % des produits des activités ordinaires⁽¹⁾), par rapport à 143,3 millions \$ (14,2 % des produits des activités ordinaires) pour l'exercice précédent. Toute l'information financière est en dollars canadiens et les résultats sont présentés sur la base des activités poursuivies, à moins d'indication contraire.

Sommaire des résultats consolidés

<i>(montants en millions, sauf les montants par action)</i>	T1-2025	T1-2024	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	1 072,5 \$	1 012,0 \$	6 %
Résultat opérationnel	108,6 \$	128,3 \$	(15) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté ⁽¹⁾	134,2 \$	143,3 \$	(6) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires⁽¹⁾</i>	12,5 %	14,2 %	
Résultat net attribuable aux détenteurs de titres de capitaux propres de la Société	48,3 \$	65,3 \$	(26) %
Résultat par action (RPA) des activités poursuivies	0,15 \$	0,20 \$	(25) %
RPA ajusté ⁽¹⁾	0,21 \$	0,24 \$	(13) %
Prises de commandes ajustées ⁽¹⁾	1 192,0 \$	967,9 \$	23 %
Carnet de commandes ajusté ⁽¹⁾	16 977,9 \$	11 183,5 \$	52 %

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

⁽²⁾ Au sein du secteur Défense, bon nombre de contrats à prix fixe offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable de la conjoncture économique, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour des hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »).

Aviation civile (Civil)

Au premier trimestre, le secteur Civil a enregistré des produits des activités ordinaires de 587,6 millions \$, par rapport à 540,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 89,8 millions \$ (15,3 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 105,6 millions \$ (19,5 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est établi à 106,4 millions \$ (18,1 % des produits des activités ordinaires) pour ce trimestre, comparativement à 119,0 millions \$ (22,0 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté et les marges du secteur Civil ont diminué pour le trimestre, principalement en raison de l'intensification des conversions aux logiciels-services (SaaS) dans le domaine des Solutions pour les opérations aériennes et de la baisse progressive du recours aux services de formation dans le domaine de l'aviation commerciale. Au cours du trimestre, le secteur Civil a livré 8 simulateurs de vol (FFS) à des clients, et le taux d'utilisation de ses centres de formation s'est établi à 76 %.

Le secteur Civil a obtenu ce trimestre des contrats de solutions de formation d'une valeur de 770,5 millions \$, notamment une série de contrats commerciaux à long terme et d'ententes de formation dans le domaine de l'aviation d'affaires, des contrats de services aériens numériques et des contrats visant la vente de 11 FFS.

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes⁽¹⁾ du secteur Civil s'est établi à un solide 1,31 pour le trimestre et à 1,23 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Civil s'établissait à un montant record de 6,6 milliards \$ à la fin du trimestre.

Sommaire des résultats – Aviation civile

<i>(montants en millions)</i>	T1-2025	T1-2024	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	587,6 \$	540,3 \$	9 %
Résultat opérationnel	89,8 \$	105,6 \$	(15) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	106,4 \$	119,0 \$	(11) %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	18,1 %	22,0 %	
Prises de commandes ajustées	770,5 \$	730,2 \$	6 %
Carnet de commandes ajusté	6 585,3 \$	5 764,8 \$	14 %

Renseignements non financiers supplémentaires

Nombre équivalent de simulateurs	279	268	4 %
FFS dans le réseau de CAE	349	327	7 %
FFS livrés	8	6	33 %
Taux d'utilisation	76 %	77 %	(1) %

Défense et Sécurité (Défense)

Au premier trimestre, le secteur Défense a enregistré des produits des activités ordinaires de 484,9 millions \$, par rapport à 471,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel s'est établi à 18,8 millions \$ (3,9 % des produits des activités ordinaires), par rapport à 22,7 millions \$ (4,8 % des produits des activités ordinaires) pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté s'est fixé à 27,8 millions \$ (5,7 % des produits des activités ordinaires) ce trimestre, comparativement à 24,3 millions \$ (5,2 % des produits des activités ordinaires) pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

Le secteur Défense a obtenu ce trimestre des commandes d'une valeur de 421,5 millions \$, pour un ratio valeur comptable des commandes/ventes de 0,87. Ce ratio s'est établi à 1,13 pour les 12 derniers mois. Le carnet de commandes ajusté du secteur Défense, y compris les contrats non financés obtenus et la participation de CAE dans des coentreprises, s'établissait à 10,4 milliards \$ à la fin du trimestre, en hausse par rapport à 5,7 milliards \$ à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2024. Ce résultat tient compte de la quote-part de CAE de 50 % du contrat d'une durée de 25 ans et d'une valeur de 11,2 milliards \$ attribué à la coentreprise CAE SkyAlyne pour le programme de formation du personnel navigant de l'avenir (FPNA) du Canada. Le bassin d'occasions d'affaires du secteur Défense demeure solide, des soumissions et propositions d'une valeur de quelque 10,0 milliards \$ étant en attente de la décision des clients.

Sommaire des résultats – Défense et Sécurité

<i>(montants en millions)</i>	T1-2025	T1-2024	<i>Variation en %</i>
Produits des activités ordinaires	484,9 \$	471,7 \$	3 %
Résultat opérationnel	18,8 \$	22,7 \$	(17) %
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	27,8 \$	24,3 \$	14 %
<i>En pourcentage des produits des activités ordinaires</i>	5,7 %	5,2 %	
Prises de commandes ajustées	421,5 \$	237,7 \$	77 %
Carnet de commandes ajusté	10 392,6 \$	5 418,7 \$	92 %

Autres points saillants financiers

CAE a engagé des coûts de 10,8 millions \$ relativement à l'intégration d'AirCentre, qui devrait être achevée au deuxième trimestre de l'exercice 2025, ainsi que des coûts de 14,8 millions \$ dans le cadre de son programme de restructuration qui vise à rationaliser le modèle d'exploitation et le catalogue de CAE, à optimiser sa structure de coûts et à générer des gains d'efficacité. Compte tenu des possibilités supplémentaires d'optimisation des coûts et de la rationalisation de la structure organisationnelle de CAE sous la direction de son nouveau chef de l'exploitation, CAE prévoit engager des frais de restructuration supplémentaires d'environ 20 millions \$ au deuxième trimestre de l'exercice 2025. Ces possibilités supplémentaires se composent principalement de l'élimination de postes de direction, y compris les postes de président de groupe dans les secteurs Civil et Défense, et de la consolidation de plusieurs groupes de services partagés dans l'ensemble de l'organisation. CAE s'attend à réaliser pleinement les économies annuelles connexes d'environ 20 millions \$ d'ici la fin du prochain exercice.

Pour le trimestre considéré, le montant net des charges financières s'est établi à 49,5 millions \$, comparativement à 52,4 millions \$ au trimestre précédent et à 53,1 millions \$ au premier trimestre de l'exercice précédent.

La charge d'impôt sur le résultat s'est établie à 8,3 millions \$ ce trimestre, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 14 %, par rapport à 11 % au premier trimestre de l'exercice précédent. Le taux d'imposition effectif ajusté⁽¹⁾, qui s'entend du taux d'imposition utilisé pour calculer le résultat net ajusté et le RPA ajusté, s'est établi à 17 % pour le trimestre, comparativement à 13 % pour le premier trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation du taux d'imposition effectif ajusté traduit essentiellement l'avantage fiscal découlant d'une décision rendue par la cour de l'impôt à l'exercice précédent, neutralisé en partie par la variation de la composition des revenus provenant de différents territoires.

Les sorties de trésorerie nettes liées aux activités opérationnelles se sont établies à 12,9 millions \$ pour le trimestre, comparativement à 49,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie disponibles⁽¹⁾ correspondent à un montant négatif de 25,3 millions \$ pour le trimestre, comparativement à un montant négatif de 110,3 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. La hausse s'explique en grande partie par l'augmentation des flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles et par la baisse des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance.

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance⁽¹⁾ ont totalisé 92,6 millions \$ pour le trimestre.

À la fin du trimestre, la dette nette⁽¹⁾ était de 3 129,7 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté⁽¹⁾ était de 3,41 (3,11, abstraction faite des anciens contrats⁽¹⁾⁽²⁾). À la fin du trimestre précédent, la dette nette était de 2 914,2 millions \$ et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté était de 3,17 (2,89, abstraction faite des anciens contrats).

Le rendement du capital utilisé⁽¹⁾ ajusté s'est établi à 5,7 % pour le trimestre, comparativement à 5,9 % au trimestre précédent et à 6,7 % au premier trimestre de l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, CAE a racheté et annulé 463 500 actions ordinaires aux termes de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités, qui a pris effet le 30 mai 2024, au prix moyen pondéré de 25,21 \$ l'action ordinaire, pour une contrepartie totale de 11,7 millions \$.

⁽¹⁾ Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. Veuillez vous reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières » du présent communiqué de presse pour une définition de ces mesures et leur rapprochement avec la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable.

⁽²⁾ Au sein du secteur Défense, bon nombre de contrats à prix fixe offrent certains avantages et gains d'efficacité potentiels, mais peuvent également être marqués par l'évolution défavorable de la conjoncture économique, y compris les perturbations inattendues de la chaîne d'approvisionnement, les pressions inflationnistes, la disponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés d'exécution. Ces risques peuvent entraîner des dépassements de coûts et une réduction des marges bénéficiaires ou des pertes. Bien que ces risques puissent souvent être gérés ou atténués, il y a huit anciens contrats distincts qui ont été conclus avant la pandémie de COVID-19 ayant une structure de contrat à prix fixe, avec peu ou pas de disposition pour des hausses des coûts, et qui ont été plus lourdement touchés par ces risques (les « anciens contrats »).

Développement durable

Ce trimestre, CAE a publié son Rapport annuel mondial d'activités et de développement durable pour l'exercice 2024. Ce document exhaustif souligne les progrès de CAE dans l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et économiques dans son modèle d'affaires et dans son processus décisionnel dans l'optique de générer un succès à long terme et de créer des impacts positifs pour ses parties prenantes et la société dans son ensemble. Ce rapport marque des progrès au niveau de la feuille de route stratégique de cinq ans de la Société en matière d'ESG. Comme en témoigne la culture de respect des meilleures normes de transparence de CAE, le rapport a été amélioré pour plus de transparence. En vue de la mise en conformité avec les règlements obligatoires en matière de déclaration d'information extrafinancière, CAE a effectué une évaluation externe de l'état de préparation d'IPC spécifiques, dont les résultats de l'évaluation sont intégrés dans notre processus d'amélioration continue à court terme.

Le rapport souligne le parcours actuel de CAE vers la gestion de l'environnement, la responsabilité sociale et l'adoption de pratiques commerciales durables, notamment l'engagement actif de CAE en tant qu'agent de changement au sein du secteur de l'aéronautique et de la défense pour inspirer nos pairs et nos partenaires à passer à l'action et à accélérer les progrès en matière de décarbonation. CAE a favorisé une collaboration plus étroite avec ses fournisseurs en ce qui a trait à la décarbonation, y compris par le biais de son nouveau programme CAE Résilients ensemble. En conséquence, l'effort de mobilisation des fournisseurs mené par CAE auprès d'Ecovadis est le plus élevé au sein des membres de l'International Aerospace Environmental Group (IAEG).

Par ailleurs, CAE a soumis ses cibles à court terme fondées sur la science pour validation par la SBTi (*Science Based Targets Initiative*). Ce processus d'un an a nécessité l'alignement de l'ensemble de notre organisation. CAE a également obtenu pour la première fois le statut Engagé dans le cadre du programme « Relations progressistes avec les Autochtones », premier pas important de son parcours vers la réconciliation.

Pour en savoir plus sur la feuille de route et les réalisations de CAE en matière de développement durable, consultez le rapport, au <https://www.cae.com/fr/developpement-durable/>.

Perspectives de la direction

Civil

La demande à long terme pour les solutions de formation aéronautique demeure intéressante et la Société demeure bien positionnée. La direction cible maintenant une croissance annuelle du résultat opérationnel sectoriel ajusté du secteur Civil d'environ 10 % pour l'exercice. Le rendement du secteur Civil devrait s'accroître au cours de la deuxième moitié de l'exercice. La direction s'attend maintenant à ce que la marge opérationnelle sectorielle ajustée du secteur Civil s'établisse entre 22 % et 23 % et prévoit des possibilités de croissance en matière de volumes, d'efficacité et de composition des ventes bien supérieures à celles de l'exercice en cours. Les perspectives pour le secteur Civil tiennent compte des vents contraires déjà connus qui soufflent sur une partie de son sous-secteur de la formation pour l'aviation commerciale et qui sont accentués par les contraintes de chaîne d'approvisionnement des appareils des fabricants OEM et les mesures récentes prises par certaines compagnies aériennes pour réduire temporairement l'embauche de pilotes. À la lumière de ces perspectives, CAE a entrepris des initiatives pour réaliser des économies de coûts opérationnels supplémentaires qui devraient atténuer les effets de la baisse progressive de la demande de formation initiale à court terme. La Société présume également que les contraintes pesant sur l'offre d'appareils commerciaux s'assoupliront et que l'embauche de pilotes reprendra au cours de la deuxième moitié de son exercice, ce qui est cohérent avec les réservations de formation actuelles pour la période. De plus, la Société prévoit le maintien d'un bon rendement dans le domaine de la formation pour l'aviation d'affaires, l'accroissement de la rentabilité au sein des Solutions pour les opérations aériennes et l'augmentation des volumes et de la rentabilité provenant des livraisons de simulateurs de vol (FFS). Les perspectives de la direction pour le secteur Civil tiennent également compte de l'augmentation progressive de l'offre de service des nouveaux centres de formation et des simulateurs de vol récemment déployés, facteurs partiellement contrebalancés par l'intensification des conversions aux SaaS en cours dans le domaine des Solutions pour les opérations aériennes.

Défense

Après avoir redéfini le secteur Défense et pris en compte de manière substantielle le risque lié aux programmes précédemment identifié, la direction s'attend à une croissance annuelle des produits des activités ordinaires du secteur Défense se situant dans la fourchette inférieure du pourcentage à un chiffre et à une augmentation de sa marge opérationnelle sectorielle ajustée annuelle d'environ 6 % à 7 % pour l'exercice 2025, avec également des possibilités de croissance au-delà de l'exercice en cours. De même, la direction s'attend à ce que le rendement annuel du secteur Défense s'accroisse au cours de la deuxième moitié de l'exercice. La direction prévoit également une croissance ajustée importante du carnet de commandes du secteur Défense pour l'exercice, avec l'ajout de vastes programmes pluriannuels faisant actuellement l'objet de négociations.

La Société continue de viser une croissance du RPA sur trois ans (de l'exercice 2022 à l'exercice 2025) dans la fourchette médiane du pourcentage à deux chiffres.

Charges financières et charge d'impôt

La direction s'attend à ce que les charges financières annuelles soient similaires à celles de l'exercice 2024 en raison de la baisse des charges d'intérêts sur la dette, compensée par la hausse des charges locatives engagées pour soutenir l'ajout récent de centres de formation dans le réseau mondial de formation en soutien à la croissance. Le taux d'imposition effectif annuel devrait être d'environ 25 %, compte tenu des produits des activités ordinaires attendus des divers territoires et de la mise en œuvre des politiques d'impôt mondial minimum.

Priorités équilibrées en matière de répartition du capital et investissements de croissance relatifs

En raison de son approche disciplinée qui consiste à investir en phase avec la demande du marché, CAE a revu à la baisse ses prévisions totales en matière de dépenses d'investissement en immobilisations pour l'exercice 2025, les ramenant au bas de la fourchette qu'elle avait indiquée précédemment, soit de 50 à 100 millions \$, par rapport à celles de l'exercice 2024, qui ont totalisé 329,8 millions \$. Dans la foulée du succès continu de CAE à saisir les occasions d'affaires dans le domaine de la formation, environ les trois quarts de cette somme sont liés à des investissements de croissance interne dans des simulateurs qui seront déployés dans le réseau mondial de CAE, principalement les centres de formation aéronautique et soutenus par des contrats pluriannuels avec les clients.

Situation financière solide

L'un des principes des priorités de CAE en matière de gestion du capital est le maintien d'une situation financière solide, et la Société s'attend à continuer de renforcer son bilan grâce au désendettement continu, à la mesure de sa cote de crédit.

Rendement du capital investi à court terme pour les actionnaires

Compte tenu des progrès réalisés par CAE au cours des 12 derniers mois pour renforcer sa situation financière, une offre publique de rachat dans le cours normal des activités a été établie dans le cadre de sa stratégie de gestion du capital et est actuellement destinée à être utilisée, au moment opportun, à même l'excédent de flux de trésorerie disponibles. À la lumière des perspectives de la Société et de la capacité de ses activités hautement récurrentes à générer de la trésorerie, le conseil d'administration de CAE continuera également d'évaluer la possibilité de réinstaurer un dividende à l'intention des actionnaires.

Mise en garde concernant les perspectives

Les perspectives de la direction pour l'exercice 2025 et les objectifs et attentes ci-dessus constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables et sont fondés sur un certain nombre d'hypothèses, notamment en ce qui concerne les conditions de marché en vigueur, les facteurs macroéconomiques et géopolitiques, les chaînes d'approvisionnement et les marchés du travail. Les attentes sont également assujetties à nombre de risques et d'incertitudes et sont fondées sur des hypothèses concernant la réceptivité des clients aux solutions de formation et de soutien opérationnel de CAE, ainsi que sur les hypothèses importantes formulées dans ce communiqué, dans le rapport de gestion trimestriel et dans le rapport de gestion de l'exercice 2024 de CAE, qui sont tous disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Veuillez consulter les sections intitulées « Mise en garde concernant les énoncés prospectifs », « Hypothèses importantes » et « Risques importants », plus loin.

Information détaillée

Nous recommandons fortement aux lecteurs de consulter le rapport de gestion ainsi que les états financiers consolidés de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2024, qui sont disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov), pour obtenir une analyse plus détaillée de nos résultats sectoriels. Les détenteurs de titres de CAE peuvent également obtenir un exemplaire imprimé des états financiers consolidés et du rapport de gestion de la Société, sans frais, en communiquant avec le service de Relations avec les investisseurs (investisseurs@cae.com).

Conférence téléphonique sur les résultats du T1 de l'exercice 2025

Marc Parent, président et chef de la direction de CAE; Sonya Branco, vice-présidente exécutive, Finances, et chef de la direction financière; et Andrew Arnovitz, vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise, tiendront une conférence téléphonique qui sera axée sur les résultats demain à 8 h (HE). La conférence est destinée aux analystes, aux investisseurs institutionnels et aux médias. Le numéro à composer pour entendre cette téléconférence est le +1-877-586-3392 ou le +1-416-981-9024. Une diffusion audio en direct sera accessible sur le site Web de CAE à www.cae.com.

À propos de CAE

CAE fournit aux personnes occupant des fonctions critiques le savoir-faire et les solutions nécessaires afin de rendre le monde plus sécuritaire. En tant qu'entreprise technologique, nous tirons parti des technologies numériques pour recréer le monde réel en déployant des solutions logicielles de formation fondées sur la simulation et de soutien opérationnel critique. Par-dessus tout, nous permettons aux pilotes, aux membres d'équipage, aux techniciens de maintenance, aux compagnies aériennes, aux exploitants d'avions d'affaires de même qu'aux forces de défense et de sécurité de donner le meilleur d'eux-mêmes, chaque jour et lorsque les enjeux sont les plus élevés. Dans le monde entier, nous sommes présents partout où les clients ont besoin de nous, avec quelque 13 000 employés répartis dans plus de 240 emplacements et centres de formation dans plus de 40 pays. CAE s'appuie sur plus de 75 ans d'innovations dans la conception de simulateurs de vol et de missions de la plus haute fidélité possible ainsi que des programmes de formation alimentés par les technologies numériques. Nous intégrons le développement durable dans tout ce que nous faisons. Aujourd'hui comme demain, nous nous assurerons que nos clients sont prêts lors des moments qui comptent le plus.

Mise en garde concernant les contraintes liées au communiqué sommaire des résultats

Ce communiqué sommaire des résultats renferme des renseignements limités qui visent à aider le lecteur à évaluer le rendement de CAE, mais ces renseignements ne devraient pas être utilisés par les lecteurs qui ne connaissent pas CAE et ne devraient en aucun cas remplacer les états financiers, les notes annexes aux états financiers et le rapport de gestion de CAE.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent communiqué contient des énoncés de nature prospective concernant nos activités, les événements et les faits nouveaux qui pourraient selon nous avoir lieu dans l'avenir. Il s'agit par exemple d'énoncés concernant notre vision, nos stratégies, les tendances et perspectives commerciales, nos produits des activités ordinaires futurs, notre bénéfice, la croissance de nos flux de trésorerie, les tendances du bénéfice, nos dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et nos expansions et initiatives nouvelles, y compris les initiatives ayant trait aux questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG), nos obligations financières, nos liquidités disponibles, nos ventes futures, la conjoncture économique et politique en général, les tendances inflationnistes, les perspectives et tendances d'un secteur d'activité, les économies de coûts récurrentes annuelles prévues qui découleront des programmes d'excellence opérationnelle, notre gestion de la chaîne d'approvisionnement, les marchés potentiels estimés, la demande pour les produits et les services de CAE, notre accès aux ressources en capital, notre situation financière, l'accroissement prévu de divers paramètres financiers, les remboursements de capital prévus pour les actionnaires, nos perspectives commerciales, nos occasions d'affaires, nos objectifs, notre développement, nos plans, nos stratégies de croissance et autres priorités stratégiques, et notre position concurrentielle et de chef de file dans nos marchés, l'accroissement de nos parts de marché, la capacité de CAE de répondre à la demande pour les nouvelles technologies et son degré de préparation pour ce faire, la durabilité de nos activités, notre capacité à retirer les anciens contrats comme prévu et à gérer et atténuer les risques qui y sont associés, l'incidence du retrait des anciens contrats, ainsi que d'autres énoncés qui ne concernent pas des faits historiques.

Étant donné que les énoncés et les renseignements prospectifs se rapportent à des événements futurs ou au rendement futur et reflètent les attentes ou les croyances actuelles concernant des événements futurs, ils sont habituellement identifiés par l'emploi de termes comme « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « planifier », « chercher à », « devoir », « probable », « stratégie », « futur » ou la forme négative de ces termes ou d'autres variations de ceux-ci laissant entendre la possibilité de résultats futurs ou indiquant des énoncés concernant des perspectives. Tous ces énoncés constituent des « énoncés prospectifs » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables et des « énoncés prospectifs » au sens des dispositions d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*.

De par leur nature, les énoncés prospectifs nous obligent à poser des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes inhérents liés à notre activité, lesquels pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats escomptés dans les énoncés prospectifs. Bien que ces énoncés soient fondés sur les attentes et les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les faits attendus dans l'avenir, ainsi que sur d'autres facteurs que nous jugeons raisonnables et appropriés dans les circonstances, nous avisons le lecteur de ne pas se fier outre mesure aux énoncés prospectifs, puisqu'ils risquent de ne pas être exacts. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué représentent nos attentes en date du 13 août 2024 et, par conséquent, peuvent changer après cette date. Sauf dans la mesure prévue par la loi, nous rejetons toute intention ou obligation d'actualiser ou de réviser l'un ou l'autre des énoncés prospectifs, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou d'autres facteurs. L'information et les énoncés prospectifs contenus dans le présent communiqué sont expressément visés par la présente mise en garde. De plus, les énoncés comportant « à notre avis » ou d'autres expressions semblables reflètent nos opinions sur un sujet donné. Ces énoncés sont fondés sur l'information dont nous disposons en date du présent communiqué. Bien que nous soyons d'avis que cette information constitue un fondement raisonnable à ces énoncés, elle peut être limitée ou incomplète. Nos énoncés ne doivent pas être interprétés comme le reflet d'une enquête exhaustive sur la totalité de l'information pertinente ou d'un examen de toute cette information. Ces énoncés sont intrinsèquement incertains, et les investisseurs sont priés de ne pas s'y fier indûment. Sauf indication contraire de CAE, les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence potentielle d'éventuels éléments exceptionnels ni des cessions, monétisations, fusions, acquisitions, autres regroupements d'entreprises ou autres transactions qui pourraient être annoncés ou survenir après le 13 août 2024. Les répercussions financières de ces transactions et de ces éléments exceptionnels peuvent être complexes et dépendent des faits propres à chacun d'eux. Nous ne pouvons donc pas décrire les répercussions prévues de façon significative ou de la même façon que nous présentons les risques connus qui touchent notre entreprise. Les énoncés prospectifs sont présentés dans le présent communiqué dans le but d'aider les investisseurs et d'autres parties à comprendre certains éléments clés de nos résultats financiers attendus pour l'exercice 2025 et à mieux comprendre l'environnement dans lequel nous prévoyons exercer nos activités. Les lecteurs sont avisés que cette information peut ne pas convenir à d'autres fins.

Hypothèses importantes

Les énoncés prospectifs dans le présent communiqué sont basés sur certaines hypothèses, y compris, sans s'y limiter : la conjoncture de marché, l'instabilité géopolitique, la réceptivité des clients envers nos solutions de formation et de soutien opérationnel, l'exactitude de nos estimations des marchés potentiels et des occasions sur les marchés, la réalisation des économies de coûts récurrentes annuelles prévues et des autres avantages escomptés des initiatives de restructuration et des programmes d'excellence opérationnelle, la capacité de répondre aux pressions inflationnistes prévues et la capacité de compenser les hausses des coûts au moyen de hausses des prix, l'incidence réelle des perturbations logistiques de la chaîne d'approvisionnement mondiale sur l'offre, les niveaux de production et les coûts, la stabilité des taux de change, la capacité à couvrir les risques liés aux fluctuations des taux d'intérêt et des taux de change, la disponibilité d'emprunts sur lesquels effectuer des prélèvements et l'utilisation d'une ou de plusieurs de nos conventions de crédit de premier rang, les liquidités disponibles provenant de notre trésorerie et de nos équivalents de trésorerie, des montants non utilisés sur notre facilité de crédit renouvelable, du solde disponible dans le cadre de notre facilité d'achat de créances, l'hypothèse que nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles et l'accès continu au financement par emprunt suffiront pour répondre aux besoins financiers dans un avenir prévisible, l'accès aux ressources en capital attendues dans les délais prévus, l'absence de répercussions importantes d'ordre financier, opérationnel ou concurrentiel découlant de modifications de la réglementation touchant nos activités, notre capacité à conserver nos contrats et à en obtenir de nouveaux, notre capacité à achever et à retirer de manière efficace les anciens contrats tout en gérant les risques qui y sont associés et notre capacité ainsi que notre capacité à défendre notre position dans le processus de résolution de différends contractuels avec l'acheteur de la division CAE Santé. Le transport aérien est un moteur important de l'activité de CAE et la direction s'appuie sur les analyses de l'Association du transport aérien international (IATA) pour étayer ses hypothèses sur le rythme et le profil de la reprise dans son principal marché de l'aviation civile. Les hypothèses énoncées dans le présent communiqué et, conséquemment, les énoncés prospectifs fondés sur ces hypothèses pourraient donc être inexacts.

Risques importants

Les risques importants, qui pourraient faire en sorte que les résultats ou événements actuels diffèrent considérablement de ceux exprimés ou sous-tendus dans nos énoncés prospectifs, sont mentionnés dans le rapport de gestion de CAE pour l'exercice clos le 31 mars 2024 et dans son rapport de gestion pour le trimestre clos le 30 juin 2024, disponibles sur notre site Web (www.cae.com), sur SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur EDGAR (www.sec.gov). Les lecteurs sont avisés que les risques énoncés pourraient avoir des effets nuisibles importants sur nos énoncés prospectifs. Nous devons souligner le fait que la liste des facteurs de risque n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir des répercussions défavorables sur nos résultats.

Mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières

Le présent communiqué de presse comprend des mesures financières non conformes aux IFRS, des ratios non conformes aux IFRS, des mesures de gestion du capital et des mesures financières supplémentaires. Ces mesures ne sont pas des mesures financières normalisées en vertu des IFRS; le lecteur doit donc se garder de les confondre avec les mesures du rendement établies conformément aux IFRS ou de les substituer à celles-ci. En outre, il doit éviter de comparer ces mesures aux mesures portant un nom similaire que fournissent ou utilisent d'autres émetteurs. La direction estime que ces mesures sont des indicateurs supplémentaires de notre rendement opérationnel et des tendances en la matière, et qu'elles facilitent la comparaison entre les périodes.

Certaines mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières sont fournies à la fois sur une base consolidée et séparément pour chacun de nos secteurs (Aviation civile et Défense et Sécurité), car nous analysons leurs résultats et leur rendement séparément.

Les calculs des mesures non conformes aux IFRS et les rapprochements avec les mesures les plus directement comparables selon les IFRS sont également présentés ci-après à la section « Calculs et rapprochements » du présent communiqué.

Mesures du rendement

Marge opérationnelle (résultat opérationnel en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle est une mesure financière supplémentaire qui correspond au résultat opérationnel divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat opérationnel sectoriel ajusté

Le résultat opérationnel sectoriel ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS qui donne une indication de la rentabilité individuelle des secteurs puisqu'il exclut l'incidence des éléments qui ne se rapportent pas directement à leur rendement. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté correspond au résultat opérationnel, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat opérationnel sectoriel ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes. Le résultat opérationnel sectoriel ajusté sur une base consolidée est un total des mesures sectorielles, puisqu'il s'agit de la mesure de rentabilité qu'utilise la direction pour prendre des décisions sur l'attribution des ressources aux secteurs et évaluer la performance sectorielle.

Marge opérationnelle sectorielle ajustée (résultat opérationnel sectoriel ajusté en pourcentage des produits des activités ordinaires)

La marge opérationnelle sectorielle ajustée est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat opérationnel sectoriel ajusté divisé par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'elle rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'elle facilite la comparaison entre les périodes.

Taux d'imposition effectif ajusté

Le taux d'imposition effectif ajusté est une mesure financière supplémentaire qui s'entend du taux d'imposition effectif sur le résultat net ajusté. Il correspond à la charge d'impôt sur le résultat, divisée par le résultat avant impôt sur le résultat, ajusté en fonction des mêmes éléments utilisés dans le calcul du résultat net ajusté. Nous en suivons l'évolution, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de l'incidence des fluctuations des taux d'imposition et de la composition des revenus sur notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat net ajusté

Le résultat net ajusté est une mesure financière non conforme aux IFRS que nous utilisons comme mesure additionnelle de nos résultats opérationnels. Il correspond au résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société au titre des activités poursuivies, ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, après impôt, de même que les éléments fiscaux non récurrents importants. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous suivons l'évolution du résultat net ajusté, car nous trouvons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

Résultat par action (RPA) ajusté

Le résultat par action ajusté est un ratio non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré dilué d'actions. Nous calculons ce ratio parce que nous estimons qu'il rehausse la compréhension de notre performance opérationnelle par action et qu'il facilite la comparaison entre les périodes.

BAIIA et BAIIA ajusté

Le BAIIA est une mesure financière non conforme aux IFRS qui correspond au résultat net des activités poursuivies avant l'impôt sur le résultat, les charges financières nettes et la dotation aux amortissements. En outre, le BAIIA ajusté est ajusté par les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le BAIIA et le BAIIA ajusté pour évaluer notre performance opérationnelle en éliminant l'incidence des éléments hors exploitation ou hors trésorerie.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure financière non conforme aux IFRS qui nous indique les sommes dont nous disposons pour investir dans les occasions de croissance, rembourser notre dette et nous acquitter de nos obligations financières courantes. C'est un indicateur de notre santé financière et de notre liquidité qui correspond aux flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles poursuivies, dont sont soustraits les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance, les dépenses d'investissement en immobilisations incorporelles, abstraction faite des frais de développement inscrits à l'actif, les autres activités d'investissement sans lien avec la croissance, ainsi que les dividendes versés et auxquels sont ajoutés le produit de la cession d'immobilisations corporelles, les dividendes reçus des participations mises en équivalence et le produit des participations mises en équivalence, déduction faite des paiements.

Mesures de la liquidité et de la structure du capital

Rendement du capital utilisé (RCU) ajusté

Le RCU ajusté est un ratio non conforme aux IFRS calculé sur une période de quatre trimestres consécutifs en divisant le résultat net des activités poursuivies attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société, ajusté par les charges financières nettes, après impôt, les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, ainsi que les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers, par le montant moyen du capital utilisé des activités poursuivies. Les pertes de valeur et les autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers sont constitués de la perte de valeur du goodwill (tel qu'il est décrit à la note 14 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024), de la perte de valeur d'actifs technologiques et d'autres actifs non financiers (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2024) et de la reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation (tel qu'il est décrit à la note 5 de nos états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 mars 2023). Nous utilisons le RCU ajusté pour évaluer la rentabilité de notre capital investi.

Dette nette

La dette nette est une mesure de gestion du capital qui nous indique à combien se monte notre dette une fois pris en compte la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Elle nous indique quelle est globalement notre situation financière. Elle correspond à la différence entre le montant de la dette à long terme totale, partie courante comprise, et le montant de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Ratio de la dette nette sur le BAIIA et ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA et le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté sont des ratios non conformes aux IFRS qui correspondent à la dette nette divisée par le BAIIA (ou le BAIIA ajusté) des douze derniers mois. Nous les utilisons parce qu'ils reflètent notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, exclut également l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats enregistrée au quatrième trimestre de l'exercice 2024. Le ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats, est également pertinent pour mieux comprendre les détails et l'incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats sur notre capacité à respecter nos obligations en matière de dette.

Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance et à la maintenance

Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour maintenir les niveaux courants d'activité économique. Les dépenses d'investissement en immobilisations liées à la croissance sont une mesure financière supplémentaire que nous utilisons pour calculer les investissements devant être réalisés pour accroître les niveaux courants d'activité économique. La somme des dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance et à la croissance représente le total de nos dépenses en immobilisations corporelles.

Mesures de la croissance

Prises de commandes ajustées

Les prises de commandes ajustées sont une mesure financière supplémentaire qui nous indique combien valent en principe les commandes que nous avons reçues :

- Pour le secteur Aviation civile, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Par ailleurs, les produits des activités ordinaires attendus provenant des clients avec des contrats de formation à court terme et à long terme sont inclus dès que nous avons de la part de ces clients leur engagement à nous payer les honoraires de formation, ou lorsque nous pouvons raisonnablement compter sur la génération des produits des activités ordinaires;
- Pour le secteur Défense et Sécurité, nous considérons qu'un élément fait partie des prises de commandes ajustées dès l'instant où nous avons avec le client une entente commerciale ayant force obligatoire définissant de façon suffisamment précise les obligations respectives des parties pour constituer les bases d'un contrat. Les contrats du secteur Défense et Sécurité sont généralement réalisés sur une longue période, mais certains d'entre eux doivent être renouvelés chaque année. Pour ce secteur, nous n'inscrivons un élément d'un contrat dans les prises de commandes ajustées que lorsque le client en a obtenu l'autorisation et le financement.

Carnet de commandes ajusté

Le carnet de commandes ajusté est une mesure financière supplémentaire qui représente les produits des activités ordinaires attendus et comprend les commandes engagées, le carnet de commandes des coentreprises de même que les commandes non financées et les options :

- Les commandes engagées nous indiquent à combien se montent les commandes ajustées que nous avons reçues, mais que nous n'avons pas encore exécutées. Elles correspondent à la somme des prises de commandes ajustées de la période et du solde des commandes engagées à la fin de l'exercice précédent, moins les produits des activités ordinaires comptabilisés pour la période, plus ou moins les ajustements du carnet de commandes. Si le montant d'une commande déjà comptabilisé pour un exercice antérieur est modifié, le carnet de commandes est ajusté;
- Le carnet de commandes des coentreprises se compose de commandes engagées qui représentent la valeur prévue de notre quote-part des commandes qu'ont reçues les coentreprises, mais qu'elles n'ont pas encore exécutées. Le carnet de commandes des coentreprises est établi sur la même base que pour les commandes engagées telle qu'elle est décrite ci-dessus, mais il exclut toute partie des commandes qui ont été directement sous-traitées à une filiale de CAE, lesquelles sont déjà prises en compte dans la détermination des commandes engagées;
- Les commandes non financées s'entendent des commandes ayant force obligatoire du secteur Défense et Sécurité que nous avons reçues du gouvernement des États-Unis, mais que nous n'avons pas encore exécutées et pour lesquelles l'autorisation de financement n'a pas encore été obtenue. L'incertitude découle du calendrier des autorisations de financement, qui dépend du cycle budgétaire du gouvernement, lequel est fondé sur une fin d'exercice en septembre. Le carnet de commandes ajusté tient compte des options dont la probabilité d'exercice est élevée, que nous définissons comme étant au moins 80 % probable, mais pas des contrats à exécution indéterminée et à quantité indéterminée (ID/IQ) à plusieurs soumissionnaires. Lorsqu'une option est exercée, elle est inscrite dans les prises de commandes ajustées de la période et est sortie des commandes non financées et des options.

Ratio valeur comptable des commandes/ventes

Le ratio valeur comptable des commandes/ventes est une mesure financière supplémentaire qui correspond aux prises de commandes ajustées divisées par les produits des activités ordinaires pour une période donnée. Nous l'utilisons pour surveiller le niveau de croissance future de l'entreprise au fil du temps.

Définition des renseignements non financiers supplémentaires

Simulateurs de vol (FFS) dans le réseau de CAE

Un FFS est une reproduction en taille réelle d'un cockpit d'avion d'une marque, d'un modèle et d'une série donnés, qui comprend un système de mouvement. Habituellement, le nombre de FFS dans le réseau n'inclut que les FFS haute fidélité et exclut les dispositifs de formation fixes et les autres dispositifs de niveau inférieur, car de tels dispositifs sont généralement utilisés en plus des FFS dans le cadre des mêmes programmes de formation autorisés.

Nombre équivalent de simulateurs (NES)

Le NES est une mesure qui nous indique le nombre moyen total de simulateurs de vol qui étaient en état de dégager des résultats au cours de la période. Dans le cas d'un centre de formation exploité en coentreprise à 50/50, nous ne prenons en compte dans le NES que la moitié des simulateurs de vol dans ce centre. Lorsqu'un simulateur de vol est retiré du service pour être déménagé, il n'est pris en compte qu'une fois réinstallé et en état de dégager des résultats.

Taux d'utilisation

Le taux d'utilisation est une mesure que nous utilisons pour évaluer la performance de notre réseau de simulateurs du secteur Aviation civile. Bien que ce taux n'ait pas de corrélation exacte avec les produits des activités ordinaires comptabilisés, nous l'utilisons, parallèlement à d'autres mesures, puisque nous sommes d'avis qu'il s'agit d'un indicateur de notre rendement opérationnel. Il correspond au nombre d'heures de formation vendues sur nos simulateurs pour la période, divisé par la capacité de formation pratique disponible pour cette même période.

Calculs et rapprochements

Rapprochement du résultat opérationnel sectoriel ajusté

(montants en millions)	Aviation civile		Défense et Sécurité		Total	
	2024	2023	2024	2023	2024	2023
Trimestres clos les 30 juin						
Résultat opérationnel	89,8 \$	105,6 \$	18,8 \$	22,7 \$	108,6 \$	128,3 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	16,6	13,4	9,0	1,6	25,6	15,0
Résultat opérationnel sectoriel ajusté	106,4 \$	119,0 \$	27,8 \$	24,3 \$	134,2 \$	143,3 \$

Rapprochement du résultat net ajusté et du RPA ajusté

(montants en millions, sauf les montants par action)	Trimestres clos les 30 juin	
	2024	2023
Résultat net attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,3 \$	65,3 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	(0,5)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition, après impôt	19,5	11,5
Résultat net ajusté	67,8 \$	76,3 \$
Nombre moyen d'actions en circulation (dilué)	318,8	318,8
RPA ajusté	0,21 \$	0,24 \$

Calcul du taux d'imposition effectif ajusté

	Trimestres clos les 30 juin	
	2024	2023
<i>(montants en millions, sauf les taux d'imposition effectifs)</i>		
Résultat avant impôt sur le résultat	59,1 \$	75,2 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	25,6	15,0
Résultat avant impôt sur le résultat ajusté	84,7 \$	90,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,3 \$	7,9 \$
Incidence fiscale sur les coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	6,1	3,5
Charge d'impôt sur le résultat ajustée	14,4 \$	11,4 \$
Taux d'imposition effectif	14 %	11 %
Taux d'imposition effectif ajusté	17 %	13 %

Rapprochement des flux de trésorerie disponibles

	Trimestres clos les 30 juin	
	2024	2023
<i>(montants en millions)</i>		
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles*	127,2 \$	130,4 \$
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(140,1)	(179,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(12,9) \$	(49,3) \$
Dépenses d'investissement en immobilisations liées à la maintenance	(19,9)	(35,7)
Variation des actifs de gestion des ressources d'entreprise et des autres actifs	(5,1)	(17,2)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,7	3,4
Produit net tiré des (paiements nets versés aux) participations mises en équivalence	0,1	(12,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	10,5	6,6
Autres activités d'investissement	0,3	—
Incidence des activités abandonnées	—	(5,4)
Flux de trésorerie disponibles	(25,3) \$	(110,3) \$

* avant variation du fonds de roulement hors trésorerie

Rapprochement du BAIIA, du BAIIA ajusté, du ratio de la dette nette sur le BAIIA et du ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2024	2023
Résultat opérationnel	(205,1) \$	549,2 \$
Dotation aux amortissements	376,7	340,6
BAIIA	171,6 \$	889,8 \$
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	142,0	57,3
Pertes de valeur et autres profits et pertes découlant de transactions stratégiques importantes ou d'événements particuliers		
Perte de valeur du goodwill	568,0	—
Perte de valeur de technologies et d'autres actifs financiers	35,7	—
Reprise de la perte de valeur d'actifs non financiers par suite de leur réaffectation et optimisation	—	9,8
BAIIA ajusté	917,3 \$	956,9 \$
Dette nette	3 129,7 \$	3 166,4 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA	18,24	3,56
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté	3,41	3,31

<i>(montants en millions, sauf les ratios de la dette nette sur le BAIIA)</i>	Périodes de douze mois closes les 30 juin	
	2024	2023
BAIIA ajusté	917,3 \$	956,9 \$
Incidence de la constatation accélérée des risques à l'égard des anciens contrats	90,3	—
BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	1 007,6 \$	956,9 \$
Ratio de la dette nette sur le BAIIA ajusté, abstraction faite des anciens contrats	3,11	3,31

Rapprochement du capital utilisé et de la dette nette

<i>(montants en millions)</i>	30 juin 2024	31 mars 2024
Utilisation du capital :		
Actifs courants	2 054,9 \$	2 006,5 \$
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(143,2)	(160,1)
Passifs courants	(2 310,8)	(2 358,4)
Déduire : partie courante de la dette à long terme	312,1	308,9
Fonds de roulement hors trésorerie	(87,0) \$	(203,1) \$
Immobilisations corporelles	2 579,6	2 515,6
Immobilisations incorporelles	3 294,1	3 271,9
Autres actifs non courants	2 128,3	2 040,1
Autres passifs non courants	(376,6)	(407,7)
Capital utilisé	7 538,4 \$	7 216,8 \$
Provenance du capital :		
Partie courante de la dette à long terme	312,1 \$	308,9 \$
Dette à long terme	2 960,8	2 765,4
Déduire : trésorerie et équivalents de trésorerie	(143,2)	(160,1)
Dette nette	3 129,7 \$	2 914,2 \$
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 328,0	4 224,9
Participations ne donnant pas le contrôle	80,7	77,7
Capital utilisé	7 538,4 \$	7 216,8 \$

Pour les mesures non conformes aux IFRS et autres mesures financières surveillées par CAE, et pour un rapprochement de telles mesures et des mesures définies par les IFRS les plus directement comparables, veuillez vous reporter à la section 11 du rapport de gestion de CAE pour le trimestre clos le 30 juin 2024 (intégré par renvoi dans le présent communiqué) qui est disponible sur notre site Web (www.cae.com), sur celui de SEDAR+ (www.SEDARplus.ca) et sur celui d'EDGAR (www.sec.gov).

État consolidé du résultat net

	Trimestres clos les	
	30 juin	
	2024	2023
<i>(Non audité)</i>		
<i>(montants en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)</i>		
Activités poursuivies		
Produits des activités ordinaires	1 072,5 \$	1 012,0 \$
Coût des ventes	793,8	726,3
Marge brute	278,7 \$	285,7 \$
Frais de recherche et de développement	35,9	36,7
Frais de vente, généraux et d'administration	133,5	123,7
Autres (profits) et pertes	(0,9)	(1,4)
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(24,0)	(16,6)
Coûts de restructuration, d'intégration et d'acquisition	25,6	15,0
Résultat opérationnel	108,6 \$	128,3 \$
Charges financières – montant net	49,5	53,1
Résultat avant impôt sur le résultat	59,1 \$	75,2 \$
Charge d'impôt sur le résultat	8,3	7,9
Résultat net des activités poursuivies	50,8 \$	67,3 \$
Résultat net des activités abandonnées	—	0,5
Résultat net	50,8 \$	67,8 \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	48,3 \$	65,3 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	2,5	2,5
Résultat par action attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société		
De base et dilué – activités poursuivies	0,15 \$	0,20 \$
De base et dilué – activités abandonnées	—	—

État consolidé du résultat global

<i>(Non audité)</i> <i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	Trimestres clos les 30 juin	
	2024	2023
Résultat net des activités poursuivies	50,8 \$	67,3 \$
Éléments pouvant être reclassés en résultat net		
Écarts de conversion liés aux opérations à l'étranger	51,5 \$	(96,2) \$
(Perte) gain sur les couvertures d'investissements nets dans des opérations à l'étranger – montant net	(19,1)	27,5
Reclassement au résultat net du gain sur les écarts de conversion	(0,1)	(0,1)
(Perte) gain sur les couvertures de flux de trésorerie – montant net	(6,8)	13,4
Reclassement au résultat net de la perte sur les couvertures de flux de trésorerie	3,3	0,6
Impôt sur le résultat	(1,0)	(7,3)
	27,8 \$	(62,1) \$
Éléments qui ne seront jamais reclassés en résultat net		
Réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies	2,3 \$	(21,4) \$
Impôt sur le résultat	(0,6)	5,7
	1,7 \$	(15,7) \$
Autres éléments du résultat global des activités poursuivies	29,5 \$	(77,8) \$
Résultat net des activités abandonnées	—	0,5
Autres éléments du résultat global des activités abandonnées	—	(1,6)
Total du résultat global	80,3 \$	(11,6) \$
Attribuable aux :		
Détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	77,3 \$	(12,8) \$
Participations ne donnant pas le contrôle	3,0	1,2

État consolidé de la situation financière

<i>(Non audité)</i>	30 juin	31 mars
<i>(montants en millions de dollars canadiens)</i>	2024	2024
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	143,2 \$	160,1 \$
Créances clients	582,2	624,7
Actifs sur contrat	543,5	537,6
Stocks	634,8	573,6
Acomptes	88,7	68,0
Impôt sur le résultat à recouvrer	55,0	35,3
Actifs financiers dérivés	7,5	7,2
Total de l'actif courant	2 054,9 \$	2 006,5 \$
Immobilisations corporelles	2 579,6	2 515,6
Actifs au titre des droits d'utilisation	613,3	545,8
Immobilisations incorporelles	3 294,1	3 271,9
Investissement dans les participations mises en équivalence	606,9	588,8
Actifs au titre des avantages du personnel	63,9	65,7
Actifs d'impôt différé	239,8	233,3
Actifs financiers dérivés	3,9	4,2
Autres actifs non courants	600,5	602,3
Total de l'actif	10 056,9 \$	9 834,1 \$
Passif et capitaux propres		
Dettes fournisseurs et charges à payer	944,6 \$	1 035,3 \$
Provisions	41,3	42,6
Impôt sur le résultat à payer	26,5	31,1
Passifs sur contrat	946,9	911,7
Partie courante de la dette à long terme	312,1	308,9
Passifs financiers dérivés	39,4	28,8
Total du passif courant	2 310,8 \$	2 358,4 \$
Provisions	12,1	14,0
Dette à long terme	2 960,8	2 765,4
Obligations au titre des redevances	67,6	74,4
Obligations au titre des avantages du personnel	97,8	98,7
Passifs d'impôt différé	39,0	36,6
Passifs financiers dérivés	3,4	2,9
Autres passifs non courants	156,7	181,1
Total du passif	5 648,2 \$	5 531,5 \$
Capitaux propres		
Capital-actions	2 274,8 \$	2 252,9 \$
Surplus d'apport	67,7	55,4
Cumul des autres éléments du résultat global	181,3	154,0
Résultats non distribués	1 804,2	1 762,6
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société	4 328,0 \$	4 224,9 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	80,7	77,7
Total des capitaux propres	4 408,7 \$	4 302,6 \$
Total du passif et des capitaux propres	10 056,9 \$	9 834,1 \$

État consolidé des variations des capitaux propres

(Non audité)

Trimestre clos le 30 juin 2024

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2024	318 312 233	2 252,9 \$	55,4 \$	154,0 \$	1 762,6 \$	4 224,9 \$	77,7 \$	4 302,6 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	48,3 \$	48,3 \$	2,5 \$	50,8 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	27,3	1,7	29,0	0,5	29,5
Total du résultat global	—	— \$	— \$	27,3 \$	50,0 \$	77,3 \$	3,0 \$	80,3 \$
Exercice d'options sur actions	965 075	24,2	(3,0)	—	—	21,2	—	21,2
Règlement des attributions réglées en instruments de capitaux propres	34 917	1,0	(1,0)	—	—	—	—	—
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(463 500)	(3,3)	—	—	(8,4)	(11,7)	—	(11,7)
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	16,3	—	—	16,3	—	16,3
Soldes au 30 juin 2024	318 848 725	2 274,8 \$	67,7 \$	181,3 \$	1 804,2 \$	4 328,0 \$	80,7 \$	4 408,7 \$

Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société

Trimestre clos le 30 juin 2023

(montants en millions de dollars canadiens,
sauf les nombres d'actions)

	Attribuable aux détenteurs d'instruments de capitaux propres de la Société						Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Actions ordinaires		Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global		Résultats non distribués		
	Nombre d'actions	Valeur attribuée						
Soldes au 31 mars 2023	317 906 290	2 243,6 \$	42,1 \$	167,2 \$	2 054,8 \$	4 507,7 \$	81,2 \$	4 588,9 \$
Résultat net	—	— \$	— \$	— \$	65,3 \$	65,3 \$	2,5 \$	67,8 \$
Autres éléments du résultat global	—	—	—	(62,4)	(15,7)	(78,1)	(1,3)	(79,4)
Total du résultat global	—	— \$	— \$	(62,4) \$	49,6 \$	(12,8) \$	1,2 \$	(11,6) \$
Exercice d'options sur actions	200 413	4,0	(0,6)	—	—	3,4	—	3,4
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglés en instruments de capitaux propres	—	—	0,9	—	—	0,9	—	0,9
Soldes au 30 juin 2023	318 106 703	2 247,6 \$	42,4 \$	104,8 \$	2 104,4 \$	4 499,2 \$	82,4 \$	4 581,6 \$

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(Non audité) (montants en millions de dollars canadiens)	Trimestres clos les	
	2024	2023
Activités opérationnelles		
Résultat net	50,8 \$	67,8 \$
Ajustements pour :		
Dotation aux amortissements	97,8	92,2
Quote-part du résultat net après impôt des participations mises en équivalence	(24,0)	(16,6)
Impôt sur le résultat différé	(5,6)	(14,7)
Crédits d'impôt à l'investissement	(5,0)	2,2
Charge liée aux paiements fondés sur des actions réglée en instruments de capitaux propres	16,3	0,9
Régimes de retraite à prestations définies	3,1	(1,4)
Autres passifs non courants	(2,6)	(2,4)
Actifs et passifs financiers dérivés – montant net	2,2	(8,4)
Autres	(5,8)	10,8
Variation du fonds de roulement hors trésorerie	(140,1)	(179,7)
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	(12,9) \$	(49,3) \$
Activités d'investissement		
Dépenses en immobilisations corporelles	(92,6) \$	(90,6) \$
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	1,7	3,4
Dépenses en immobilisations incorporelles	(28,6)	(39,8)
Paiements nets reçus des (versés aux) participations mises en équivalence	0,1	(12,7)
Dividendes reçus des participations mises en équivalence	10,5	6,6
Autres	0,3	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	(108,6) \$	(133,1) \$
Activités de financement		
Produit net tiré des (remboursement net sur les) prélèvements aux termes des facilités de crédit renouvelables	119,6 \$	(249,2) \$
Produit tiré de la dette à long terme	10,5	408,5
Remboursement sur la dette à long terme	(25,1)	(26,5)
Remboursement sur les obligations locatives	(13,8)	(14,8)
Produit net de l'émission d'actions ordinaires	21,2	3,4
Rachat et annulation d'actions ordinaires	(11,7)	—
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	100,7 \$	121,4 \$
Incidence des écarts de conversion sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	3,9 \$	(3,8) \$
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(16,9) \$	(64,8) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	160,1	217,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	143,2 \$	152,8 \$

Personnes-ressources

Médias

Samantha Golinski

Vice-présidente, Affaires publiques et Communications mondiales

+1 438-805-5856, samantha.golinski@cae.com

Relations avec les investisseurs

Andrew Arnovitz

Vice-président principal, Relations avec les investisseurs et Gestion du risque d'entreprise

+1-514-734-5760, andrew.arnovitz@cae.com